



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection  
des Populations  
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : Edith VIGNARD  
et UT DREAL : Pascal BRIE

Tél. : 04-26-52-22-08

Fax : 04-26-52-21-62

Courriel : ddpp@drome.gouv.fr

Valence, le

18 FEV. 2015

### ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 2015049-0008

**portant mise en demeure  
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**à l'encontre du SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme)  
Centre de SAINT BARTHELEMY DE VALS – lieu-dit la Combe Jacquet**

**Le Préfet de la Drôme  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-1556 du 29 mars 2007 autorisant le SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), dont le siège social se situe 7, rue Louis ARMAND, Z.I. La Motte, 26800 PORTES LES VALENCE, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT BARTHELEMY DE VALS, quartier « La Combe Jacquet », un centre de tri et valorisation de déchets non dangereux par compostage ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011269-0021 du 26 septembre 2011 de mise à jour des rubriques applicables au centre susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012195-0024 du 13 juillet 2012 imposant un contrôle du niveau de maturation du compost produit dans le centre sus-visé, afin d'être en mesure de déterminer son utilisation ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014206-0001 du 25 juin 2014 modifiant les modalités de contrôle du niveau de maturation du compost produit dans le centre sus-visé ;

VU la lettre de plainte rédigée le 11 décembre 2014 par monsieur Claude ZACHER, Président de l'association de défense de l'environnement et de qualité de vie SAINT BARTHELEMY DE VALS – CHANTEMERLE LES BLES, portant sur les nuisances olfactives provenant du centre susvisé, accompagnée par une « enquête odeurs 2014 » présentant les déclarations de 17 riverains incommodés en 2014 par des émissions olfactives provenant du centre susvisé ;

VU le rapport et les propositions en date du 21 janvier 2015 rédigé par l'Inspection de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 5 février 2015, en réponse à la transmission du rapport susvisé et du projet d'arrêté de mise en demeure ;

**CONSIDERANT** le bien-fondé de la plainte susvisée relative aux nuisances olfactives endurées par le voisinage du site ;

**CONSIDERANT** que des actions correctives nécessaires et suffisantes doivent être prises pour supprimer dans les meilleurs délais les nuisances olfactives constatées ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme ;

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

Le SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), dont le siège social se situe 7, rue Louis ARMAND, Z.I. La Motte, 26800 PORTES LES VALENCE, est mis en demeure de respecter, pour son établissement de tri et valorisation de déchets non dangereux situé sur le territoire de la commune de SAINT BARTHELEMY DE VALS :

**– au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2015,** \* les paragraphes 4.4. et 4.4.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°07-1556 du 29 mars 2007 modifié qui imposent : « *L'établissement est aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.* » et « *En cas de dysfonctionnement des installations de traitement de l'air vicié issu des procédés conduisant à des nuisances olfactives gênantes pour les riverains, l'exploitant devra prendre dans les meilleurs délais toutes les dispositions utiles (y compris l'arrêt des apports sur l'installation si nécessaire) permettant de supprimer cette gêne.* De plus, les traitements prévus au dossier de demande d'autorisation seront complétés si nécessaire pour garantir, en toutes circonstances, le respect de ses engagements en matière de niveau d'émission d'odeurs et de performances de traitement de l'air. »

**– au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2015,** \* les paragraphes 4.4.2 et 4.4.3 de son article 2 qui imposent : « *Le niveau d'odeur émis à l'atmosphère par le bio filtre et chaque source odorante présente en continu sur le site ne doit pas dépasser 550 Uo/m<sup>3</sup> au point d'émission* » et « *Dans les 6 mois suivant le début d'exploitation des installations puis tous les deux ans, l'exploitant fera réaliser, à ses frais et par un organisme compétent, une mesure de la concentration d'odeurs à l'émission selon la norme NF EN 13725 ainsi que des valeurs en ammoniac, hydrogène sulfuré et composés organiques volatils non méthaniques selon des méthodes normalisées et en régime de fonctionnement normal des installations portera aussi sur les éléments suivants : cadmium, nickel, plomb, naphtalène, H<sub>2</sub>S, NH<sub>3</sub>, acétaldéhyde, benzène. Les bactéries et les champignons seront analysés pour le risque biologique.* »

Le rapport de contrôle à établir par l'organisme compétent est à présenter au préfet de la Drôme et à l'inspection de l'environnement au plus tard le **15 octobre 2015.**

**– au plus tard le 31 décembre 2015,** \* le paragraphe 2.7 de son article 2 qui impose : « *L'exploitant fera réaliser, à ses frais, deux campagnes de bruit afin d'apprécier tant les niveaux atteints en limite de propriété de l'établissement que les émergences.(...) La deuxième campagne sera réalisée dans les 6 mois suivant la mise en service des installations susvisées et devra être représentative des niveaux de bruit liés au site avec ses nouvelles activités.* »

Le rapport de contrôle à établir par un organisme compétent est à présenter au préfet de la Drôme et à l'inspection de l'environnement au plus tard le **15 janvier 2016.**

## **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 :**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

## **Article 4 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée des installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Saint Barthélémy de Vals,
- Monsieur le Président du SYTRAD à Portes les Valence.

Valence, le 18 FEV. 2015

Le Préfet,

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

2  
Etienne DESPLANQUES

0/0/0